

Prise de position concernant la

Consultation relative à la révision totale de l'ordonnance du DEFR concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM-ES ; RS 412.101.61)

La CRODES réunie en assemblée générale reconnaît que les objectifs visés par la révision totale de l'OCM ES correspondent aux attentes des écoles romandes. Cependant, elle tient à relever un certain nombre d'interrogations.

1. Le rôle des écoles dans la définition du PEC

La formulation du texte laisse croire un rôle d'exécution de la part des écoles sous la conduite des directives émises par les ORTRA. Or, il paraît important aux écoles de créer une collaboration étroite entre les deux partenaires afin d'optimiser le dispositif à la fois sur le plan professionnel (rôle de l'ORTRA) et sur le plan pédagogique (rôle des écoles)

2. La suppression des domaines

Cette suppression n'apporterait aucune clarté supplémentaire dans les titres, cependant elle pourrait même avoir un effet néfaste dans l'offre de formation. En effet, il existe un risque de multiplication de PEC, élaborés par des ORTRA différentes. Privées de l'« effet chapeau » apporté par l'appartenance à un même domaine, les divergences risquent de s'accroître, supprimant toute synergie possible.

3. Comme il est mentionné dans la prise de position de la CES, la CRODES partage également les inquiétudes sur la dénomination des titres.

Pour la CRODES
Lorena Martinez
présidente



Neuchâtel, le 30 mars 2017